



## Réponses de la FNME CGT à la

**Consultation publique N° 2019-014 du 23 juillet 2019  
de la Commission de régulation de l'énergie**

**relative au prochain tarif d'utilisation  
des infrastructures de stockage souterrain de gaz  
naturel de Storengy, Teréga et Géométhane.**

### Question 1

Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

*Le stockage souterrain de gaz, nécessaire à la sécurité d'approvisionnement en gaz, est un service public. La rémunération n'est de ce fait pas légitime. Cette activité n'était d'ailleurs pas requise de générer du résultat lorsqu'elle était assurée par un groupe public.*

*Néanmoins, si nous devons nous placer dans le système libéralisé qui nous a été imposé, nous ne sommes pas favorables à l'existence de plusieurs taux de rémunération des actifs.*

- Premièrement, le dispositif proposé rendrait le tarif trop complexe et difficilement lisible par les différentes parties prenantes des opérateurs.*
- En outre, ce dispositif ne nous semble pas correspondre à ce que doit être le mode de prise de décision des opérateurs en matière d'investissement. Nous souhaitons que de telles décisions répondent à des logiques industrielles au lieu de dépendre des évolutions court terme des taux d'intérêt.*

*Si le régulateur souhaite prendre en compte la baisse des taux sans risque, une alternative à ce dispositif consisterait à intégrer les taux d'intérêts et les investissements prévisionnels au calcul du taux de rémunération des actifs. Ce taux unique, qui aurait l'avantage de la simplicité, serait une moyenne des coûts de financement pondérés par les montants des investissements passés et futurs en prenant en compte la durée de vie des actifs.*

### Question 2

Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Les actifs des opérateurs régulés sont financés à travers le tarif depuis l'entrée en vigueur de la régulation. On peut même aller jusqu'à considérer que ces actifs étaient en définitive financés par les usagers avant même la régulation. Il apparaît donc naturel de faire bénéficier les usagers des gains tirés de leur cession éventuelle au travers du CRCP. Dans le cas contraire, les opérateurs pourraient par exemple être tentés de céder des immeubles amortis et qui engendrent un faible niveau de charges d'exploitation pour recourir à une location dont le coût serait couvert par le tarif.*

### Question 3

Êtes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

*Oui, nous sommes favorables à ces grands principes qui ont été validés par la période tarifaire ATS1.*

*S'agissant du traitement des coûts de démantèlement, nous estimons que l'éventuelle décision de démantèlement d'un site retiré de la liste des infrastructures nécessaires à la sécurité d'approvisionnement serait de la seule responsabilité de l'opérateur concerné, indépendamment de l'issue des discussions autour du périmètre de la régulation. Quant à l'opportunité d'une couverture par le tarif des coûts de démantèlement des sites actuellement sous cocon, nous remarquons qu'ils auraient dû faire l'objet d'une provision pour risque préalablement à l'entrée en vigueur de la régulation.*

#### Question 4

Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Nous partageons la position la CRE en faveur d'une harmonisation de la durée des périodes tarifaires applicables aux infrastructures régulées au regard de leur complémentarité. Elle permet en outre, d'envoyer un même signal à l'ensemble des opérateurs. Le maintien de la clause de revoyure est selon nous pertinent au vu des évolutions réglementaires pouvant intervenir en lien avec les politiques de transition énergétique. Elle permettrait une forme d'adaptabilité commerciale et industrielle des sites à cet enjeu.*

#### Question 5

Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Non, nous estimons que le périmètre charges incitées est trop étendu. Un recul du taux de rémunération combinée à une forte incitation à la réduction des coûts augmentera la pression exercée par les actionnaires des opérateurs sur le corps social afin de préserver leur rémunération. Par ailleurs, aucun indicateur n'est assez fin pour s'assurer que les réductions de coûts ne se feront pas au détriment du service rendu et de la sécurité. Nous craignons en outre qu'un tel système n'incite à un plus fort recours aux contrats de prestation alors que des activités sont déjà largement externalisées.*

#### Question 6

Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Non, nous n'y sommes pas favorables. Il nous semble plus pertinent de considérer les investissements dans leur globalité au lieu de les prendre isolément. Si par exemple une amélioration SI peut conduire à éviter des investissements plus importants dans le domaine non incité, l'opérateur est tenté de s'en abstenir dans le cadre d'un tel mécanisme, au détriment des utilisateurs des réseaux.*

#### Question 7

Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Oui, nous y sommes favorables. Si nous sommes généralement peu favorables aux mesures incitatives, il nous apparaît qu'un contrôle externe en matière de disponibilité des stockages et de performances environnementales doit être mis en place.*

*S'assurer du respect des obligations contractuelles des opérateurs va, en effet, dans le sens d'une bonne maintenance des stockages et d'une plus grande sécurité d'approvisionnement. Dans la mesure où les investissements de maintenance et de sécurité sont couverts par le tarif, il est de la responsabilité des opérateurs de veiller à leur bonne réalisation en mettant en œuvre les moyens nécessaires, notamment en termes d'effectifs.*

*Par ailleurs, les indicateurs environnementaux contraindraient les opérateurs dans ce domaine au-delà des engagements RSE de façade qu'ils peuvent se fixer eux-mêmes.*

#### Question 8

Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1,0 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

*Non, nous n'y sommes pas favorables. Il nous apparaît que ce système de bonus/malus fait perdre de vue l'objectif principal de la régulation qui est d'assurer la sécurité d'approvisionnement. En outre, le prix d'enchère peut dépendre du calendrier de commercialisation, de la technologie du stockage, de sa situation géographique et du nombre d'acheteurs potentiels de chaque groupement ; autant d'éléments qui ne sont pas maîtrisables par les opérateurs.*

*Si l'objectif du régulateur est de maximiser le revenu des enchères afin de minimiser la compensation, il nous paraît préférable de réinstaurer des obligations de stockage.*

#### Question 9

Êtes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

*Oui, nous y sommes favorables. Les pénalités permettent d'inciter l'opérateur à une gestion industrielle et sociale des stockages visant à assurer leur disponibilité dont dépend la sécurité d'approvisionnement.*

*Il est en outre opportun que le régulateur détermine la méthode de calcul du montant de la pénalité. Cela permet de fixer un cadre et minimise le risque de différend même si nous comprenons qu'il immunise les opérateurs contre le risque d'une indemnité plus élevée en cas de litige.*

*La décision de ne pas faire supporter aux utilisateurs le coût des pénalités éventuelles nous paraît par ailleurs raisonnable et préserve le caractère incitatif de la démarche : les opérateurs ont la responsabilité d'assurer la disponibilité effective de leurs stockages.*

#### Question 10

Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

*Oui, nous y sommes favorables. Si les infrastructures de gaz naturel sont les seules à être aujourd'hui régulées, les objectifs de développement des gaz renouvelables visés par les pouvoirs publics doivent être gardés à l'esprit. Il existe, en effet, un fort enjeu de R&D pour valider l'acceptabilité de ces nouveaux gaz au niveau l'ensemble des infrastructures. Il est de la responsabilité de tous de permettre la pérennisation des sites industriels qui accueilleront les gaz décarbonés de demain.*

## Question 11

Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

*Non, nous y sommes globalement défavorables. Le niveau des CNE nous paraît, en effet, sous-estimé par l'auditeur.*

- Nous tenons à rappeler que contrairement aux autres infrastructures, les stockages de gaz ont connu une longue période d'incertitudes économiques et réglementaires (2012-2018) avant d'être régulés. Ce contexte défavorable s'est traduit par la mise sous-cocon de 3 sites et un fort recul des effectifs. L'essentiel des réductions de coûts a donc déjà été réalisé.*
- L'auditeur compare les prévisions de CNE au réalisé 2018 pour fixer un objectif de productivité. Comme évoqué dans le document de consultation, cette année avait été marquée par de nombreuses défaillances techniques dont certaines ont conduit à des restrictions de droits d'injection et de soutirage. En outre, le niveau des charges d'exploitation 2018 est comparable à celui des années précédentes qui avaient connu des niveaux de sous-remplissage record. Tout laisse à penser que l'année 2018 ne peut servir de base de référence en termes de productivité.*
- En outre, la méthode retenue par l'auditeur pour l'évaluation du niveau des CNE nous paraît manquer de cohérence. Ce dernier propose, en effet, des ajustements poste à poste, estime que des recrutements supplémentaires sont nécessaires, et finit par proposer un objectif de réduction de coûts supplémentaire.*

*Nous souhaiterions par ailleurs faire les remarques suivantes :*

- Nous partageons le constat de la CRE qui note une période de sous-investissement entre 2014 et 2018 chez Storengy dont nous rappelons qu'il a permis à l'entreprise de maintenir un haut niveau de rémunération de son actionnaire. Un rattrapage du retard pris en la matière n'en est pourtant pas moins nécessaire.*
- Nous constatons que l'auditeur pointe un surcoût lié à la mise en place du contrat de prestation conclu entre Storengy France et Storengy SAS. Nous rappelons que nous étions opposés à la scission de l'entreprise en deux entités (avec séparation juridique des activités d'expertise) que la direction semblait faire découler nécessairement de la régulation. Nous avons préconisé une simple séparation comptable qui paraissait plus appropriée au regard du poids marginal des activités non régulées. Nous avons alors fait remarquer le risque qu'une suspicion de subvention des activités non régulées par le tarif, faisant courir un risque, y compris social, à Storengy France comme à Storengy SAS. Les orientations de la CRE nous donnent aujourd'hui raison et nos craintes quant aux impacts sociaux de la réorganisation décidée par le management de l'opérateur s'en trouvent confortées.*